



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

CCTP pour les sites de ⁽¹⁾

AB ☐

BR ☐

BX ☐

CF ☐

CP ☒

DS ☐

OBJET

FOURNITURE ET INSTALLATION D'UNE SORBONNE, DE SON ARMOIRE DE SECURITE VENTILEE ET DE SON EXTRACTION

DNH – HANGAR 1001 - ATELIER STRUCTURE – LOCAL INGREDIENTS REPARATIONS COMPOSITES

N° marché

Autres références

Résumé

Ce document constitue le cahier des clauses techniques particulières pour l'achat d'une sorbonne et d'une armoire de sécurité ventilée pour le local ingrédients réparations composites de l'atelier structure de la division NH90 (DNH) hangar 1001 sur le site de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA) DE Cuers-Pierrefeu.

Entité émettrice : 5703

Mots-clés : sorbonne, armoire, sécurité

APPROBATION

Rédigé par MASOTTA Fabien
Adjoint soutien DNH

Approuvé par Christian THOMAS
Responsable assurance qualité

Approuvé par
Sous-Directeur Technique

Visa :

date :

24/03/2025

Visa :

date :

24/03/2025

Visa :

date :

21/03/25

Le capitaine de vaisseau
Alexandre GOUDOU
sous-directeur technique

Diffusion version approuvée

- Externe :
- Interne : 0400 – 0420 – 1101- 5700 – 7000 – 5300 – 0310 - 7100



Version: V.0

Indice	Date	Paragraphe(s) modifié(s)	Synthèse et justification de la modification
0			Création



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

1. OBJET ET DESTINATION	4
1.1- Objet	4
1.2- Destination	4
2. DOCUMENTS GENERAUX ET TERMINOLOGIE	4
2.1- DOCUMENTS GENERAUX	4
2.2- TERMINOLOGIE	5
3. EXPRESSION DU BESOIN	5
3.1- Exigences fonctionnelles	5
3.1.1- Spécifications	5
3.1.2- Formation des utilisateurs	6
3.2- Sûreté de fonctionnement	6
3.3- Exigences particulières	6
3.3.1- Exigences liées au site	6
3.3.2- Exigences SST et ENV	7
3.3.2.1- Exigences relatives aux protections des infrastructures	9
3.3.2.2- Exigences relatives aux nuisances	9
3.3.2.3- Exigences relatives à l'incendie	10
3.4- Clauses définissant les contraintes techniques	10
3.4.1- Exigences concernant la conception et la réalisation	10
3.4.2- Exigences concernant la documentation	10
3.4.3- Performance de sécurité de l'information	10
3.4.4- Exigences concernant le champ d'action de la prestation	10
3.5- Exigences d'assurance de résultats	10
3.5.1- Exigences de qualification de réalisation de la prestation	10
3.5.2- Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit	10
3.6- Conditionnement et transport	10
3.7- Conditions de garantie	11
4. EXIGENCES DE MANAGEMENT	11
4.1- Exigences relatives à la structuration de la prestation	11
4.1.1- Management / organisation de la prestation	11
4.1.2- Gestion de la configuration	11
4.1.3- Protection de la prestation	11
4.2- Exigences relatives à la maîtrise de certaines performances	11
4.3- Système de management de la qualité	11
5. EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE	11
5.1- Responsabilités, planification, communication	11
5.2- Management des ressources	12
5.2.1- Ressources humaines	12
5.2.2- Maîtrise des autres ressources	12
5.3- Réalisation du produit	12
5.3.1- Maîtrise des achats et des sous-contractants	12
5.3.2- Identification, marquage, traçabilité et maîtrise de la propriété du client	12
5.3.3- Maîtrise des dispositifs de surveillance et de mesure	12
5.4- Mesures, analyse et amélioration	12
5.4.1- Surveillance et mesures	12
5.4.2- Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme	12
6. DOCUMENTATION	12



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

1. OBJET ET DESTINATION

1.1- Objet

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières décrit toutes les obligations techniques contractuelles concernant la fourniture, l'installation et la mise en service d'une sorbonne et de son armoire de sécurité ventilée.

1.2- Destination

Ce moyen est destiné au local ingrédients réparations composites de l'atelier structure de la division NH90 au hangar 1001 (local 0.20.1).

Ce local répond aux conditions suivantes :

- Plage de température : $20^{\circ}\text{C} \pm 5^{\circ}\text{C}$ (pièce climatisée),
- Humidité relative : $50\% \pm 30\%$.
- Alimentation électrique : l'alimentation électrique disponible est de type réseau en régime TNS neutre distribué 220/380V
- Une sortie est disponible dans le local (diamètre 150 mm à 2,7 m du sol).

Les produits employés dans cette sorbonne sont du type résines, colles, mastics PR et autres produits non dangereux, ni explosifs.

2. DOCUMENTS GENERAUX ET TERMINOLOGIE

2.1- DOCUMENTS GENERAUX

Les documents de référence à appliquer sont :

- ☐ Code du travail.
- ☐ Code de l'environnement – Livre V – Titre I parties législatives et réglementaires et textes associés applicables (décrets, arrêtés, circulaires).
- ☐ Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et génie civil effectuées dans un organisme du ministère de la défense.
- ☐ Arrêté d'autorisation de mise en service d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et d'installations, ouvrages, travaux ou activité sur l'eau (IOTA) sur le territoire des communes de Cuers et Pierrefeu-du-Var du 5 janvier 2009 et prescriptions techniques particulières version 6 du 12 décembre 2012.
- ☐ Directives de la communauté européenne (directives CE) applicables à la fourniture.
- ☐ Directive 2014/35/UE Matériel Electrique Basse Tension
- ☐ Directive 2014/30/UE Compatibilité Electromagnétique
- ☐ Directive 2011/65/UE sur la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses (RoHS)
- ☐ Directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).
- ☐ NF EN 14175 parties 1 à 6.
- ☐ NF X 15-206 (Sorbonnes de laboratoire – Seuil de confinement et de vitesse).
- ☐ EN 13501-1 (Test de résistance au feu)
- ☐ EN 14470-1 (résistance à l'incendie des armoires de stockage)
- ☐ NF ISO 3864 (Signaux et marquages de sécurité sur les lieux de travail)
- ☐ Directive européenne 92/58/CEE (Prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et/ou de santé au travail).
- ☐ NF EN ISO 9001 : système de management de la qualité.
- ☐ ISO 45001 : système de management de la santé et sécurité au travail.
- ☐ ISO 14001 : système de management de l'environnement.
- ☐ INRS ED 795 – Sorbonnes de laboratoires



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

2.2- TERMINOLOGIE

AIA-CP Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu

CARMP Certificat d'analyse des risques et mesures prises

CCAP Cahier des Clauses Administratives particulières

CCTP Cahier des Clauses Techniques et Particulières

CVPO Contrôles et Vérification Périodiques Obligatoires

DMR Département Maîtrise des Risques

DNH Division NH 90

EPC Equipement de Protection Collective

EPI Equipement de Protection Individuelle

ICP Inspection Commune Préalable

RSC Responsable de Suivi de Contrat

RT-AIA Responsable Technique de l'AIA-CP

SMSST Système de Management de la Santé et Sécurité au Travail

SMD Substances et matières dangereuses

SME Système de Management de l'Environnement

SST Santé et Sécurité au Travail

3. EXPRESSION DU BESOIN

3.1- Exigences fonctionnelles

La prestation devra comprendre la livraison et installation sur le site de l'AIA-CP d'une sorbonne et de son armoire substances matières dangereuses (SMD). L'installation intégrera le raccordement électrique et la réalisation des extractions. L'ensemble des travaux nécessaires à l'installation dans le respect des normes référencées doit être inclus dans la prestation (précisions en §3.3).

3.1.1- Spécifications techniques

La sorbonne devra obligatoirement répondre au minimum aux exigences suivantes :

- alimentation en 220/230V – 50Hz
- conforme aux normes NF EN 14175 et NF X 15-206
- dimensions intérieures (largeur entre 1,2m et 1,25m - profondeur entre 0,7m et 0,8m)
- classe 2 conçue pour résister aux projections de liquides
- équipée au minimum de 2 prises de courant 220v 10/16 A
- système d'aspiration des vapeurs lourdes en partie basse et des vapeurs légères en partie haute relié à l'extérieur
- système d'avertissement automatique en cas de défaillance de la ventilation (article R 4222-13)
- glace avant amovible en verre de sécurité monté sur cadre métallique avec poignée
- dispositif de blocage de la glace à 40 cm +/- 5cm du plan de travail et alarme de levée de glace
- éclairage LED intérieur, placé en dehors du circuit des gaz permettant un éclairage de 300 lux minimum du plan de travail



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

- système de contrôle et régulation de la vitesse d'aspiration dans la sorbonne. Fermé = bas débit, ouvert (quelle que soit la hauteur de la vitre) = haut débit
- plan de travail en dalle de revêtement antiacide type grès étiré à maximum 1m de haut sans équipement

L'armoire SMD ventilée sous la sorbonne devra répondre aux exigences suivantes :

- alimentation en 220/230V – 50Hz
- ses dimensions extérieures doivent permettre son intégration sous la sorbonne
- Prévu pour le stockage de produits inflammables et toxiques
- Bac de rétention en bas de l'armoire
- Fermeture des portes à clé
- Système d'aspiration relié obligatoirement à l'extérieur
- Conforme à la norme EN 14470-1 classe 90
- Pictogrammes normalisés conformes aux normes ISO 3864 et NF X08.003 et à la directive européenne 92/58/CEE
- Contrôle de la température à l'intérieur de l'armoire via un thermomètre déporté

La sorbonne et son armoire SMD seront installées dans un local avec porte d'accès de 2100 × 1400 mm. L'encombrement ne devra pas dépasser 1,8 x 1,1 x 2,5 m.

3.1.2- Formation des utilisateurs

Le prestataire devra réaliser une présentation à l'utilisation au personnel de l'atelier structure.

3.2- Sécurité de fonctionnement

SO

3.3- Exigences particulières

L'extraction de la sorbonne et de son armoire SMD sera installée par le titulaire sur le mur extérieur du bâtiment, refoulement d'air dirigé vers le haut. Les gaines/tuyauteries seront fournies par le titulaire et reliées à la sorbonne et à l'armoire SMD par le titulaire. La liaison à l'extérieur est à la charge du titulaire ainsi que le passage du tube dans le mur et l'étanchéité du mur.

3.3.1- Exigences liées au site

La zone d'intervention est limitée au local ingrédients réparations composites du bâtiment 1001. Ces éléments devront pouvoir passer les portes du local (largeur 1,40 m et 2,10 m de hauteur). La hauteur sous plafond est de 4,2 m.

Le régime de neutre du bâtiment est TNS.

☐ L'AIA-CP a le statut de zone protégée, l'accès y est donc subordonné à une enquête administrative pour le renseignement et la sécurité pour toute personne devant intervenir sur le site. L'AIA-CP refusera l'accès à toute personne n'ayant pas satisfait à cette enquête.

Nota : Nous attirons l'attention sur les délais de réponse de l'enquête administrative. Aussi, les formulaires de demande de contrôle devront être communiqués au plus-tôt.

☐ L'AIA-CP est ouvert de 7h25 à 15h50 du lundi au vendredi inclus, sauf certains jours programmés tout au long de l'année.

Toute demande de dérogation sera effectuée via le RT-AIA, dans la limite de l'amplitude horaire comprise entre 5h15 et 17h50.

☐ Les informations transmises (sous format papier ou numérique) par l'AIA-CP doivent être considérées comme sensibles ; plus particulièrement si elles portent les mentions de confidentialités spécifiques (Confidentiel Industrie, Technologie ou Commercial).



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

Le titulaire devra préciser la puissance électrique et le type d'alimentation de la fourniture dans son offre.

3.3.2- Exigences SST et ENV

L'atelier industriel de l'aéronautique de Cuers Pierrefeu (AIA-CP) est certifié selon la norme ISO 45001 relative au système de management de la santé et sécurité au travail (SMSST), et selon la norme ISO 14001 relative au système de management de l'environnement (SME), en conséquence il nous importe de maîtriser les risques professionnels et de limiter les impacts environnementaux liés aux activités réalisées par votre entreprise dans le cadre du contrat qui nous lie.

L'AIA-CP attire l'attention du titulaire sur l'obligation de respect du code du travail et du code de l'environnement, et de s'en assurer également auprès de ses fournisseurs et ses entreprises sous-traitantes.

Dans le cadre de ce partenariat, l'AIA-CP pourrait être amené à solliciter le titulaire pour apprécier les moyens qu'il déploiera dans ces domaines.

Les mesures afin de prévenir les risques durant la mise hors service et la mise au rebut de la machine à la fin de sa durée de vie sont celles qui peuvent être prises par le fabricant de la machine :

- le marquage des pièces contenant des substances dangereuses de façon adéquate et indélébile ;
- la garantie que les substances dangereuses contenues dans les machines puissent être évacuées en toute sécurité ;
- la garantie que toute énergie stockée puisse être dissipée de manière sûre lorsque la machine est mise hors service afin d'éviter tout danger durant la mise au rebut.

- Intervention entreprise extérieure

La place déterminante de l'organisme utilisateur (AIA CP) n'a pas pour effet de décharger les entreprises extérieures de leurs propres obligations en matière de santé et de sécurité au travail.

Ainsi, chaque entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection des travailleurs qu'elle emploie (art. R. 4511-6 du code du travail).

Elle s'engage au respect des mêmes exigences auprès de ses sous-traitants éventuels ainsi que des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées.

☐ Inspection commune préalable (ICP)

Avant toute prestation ou travaux, le représentant du maître d'ouvrage ou, le cas échéant, du responsable de suivi de contrat (RSC) ou du responsable technique de l'AIA-CP (RTAIA) procédera avec le ou les chefs des entreprises extérieures (EE) et leurs sous-traitants à une inspection commune préalable des lieux de travail (ICP) afin, d'une part, de déterminer l'existence et la nature des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels et, d'autre part, d'établir les mesures de prévention résultant de cette analyse.

Cette évaluation des risques permettra de définir le document de prévention adéquat à l'opération/prestation du titulaire (plan de prévention, CARMP, protocole de sécurité...).

L'ICP déclenchée par le bénéficiaire est obligatoire.

Le délai recommandé de prévenance d'une inspection commune préalable est d'une semaine, et quel que soit l'éloignement géographique de l'entreprise titulaire, celui-ci ne peut s'y soustraire.

Il est rappelé que les chefs des entreprises extérieures, y compris les sous-traitants, ne sauraient se soustraire à cette inspection au motif, par exemple, que le chef de l'EE connaît déjà les lieux pour y être précédemment intervenu.

☐ Transmission des informations aux travailleurs

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-15 du code du travail, avant le début de la prestation ou travaux sur le lieu même de leur exécution, le chef de l'entreprise extérieure fait connaître à l'ensemble des



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

travailleurs qu'il affecte à ces travaux les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures de prévention prises.

Le titulaire s'engage également à transmettre aux agents intervenants l'organisation relative :

- à la remontée d'information en cas de défaillance d'un moyen de protection ou de génération d'interférence avec les activités de l'AIA-CP ;
- aux premiers secours et à la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre.

Un exemplaire du document de prévention final est visé par tous les acteurs identifiés puis remis à chaque entreprise extérieure concernée par l'opération, y compris les sous-traitants.

☐ Qualifications/ Habilitations techniques des personnels

L'entreprise extérieure titulaire fait effectuer les travaux par du personnel formé, qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire adaptée, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation relative à la lutte contre le travail illégal.

☐ Incidents /Accidents de travail

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA CP tout incident/accident touchant son personnel ou sous-traitant et survenant sur l'emprise de l'EAAN Cuers.

Outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le donneur d'ordre dont il relève (responsable de suivi de contrat ou responsable technique de l'AIA-CP).

☐ Matériel et équipements de travail utilisés (EPC/EPI)

Les équipements de travail, outillages, équipements de protection individuels (EPI) ou collectifs (EPC), véhicules, machines, installations techniques utilisés par l'entreprise extérieure doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et être entretenus selon des modalités définies par la réglementation.

Pour ne pas exposer les personnes à un risque pouvant porter atteinte à leur intégrité physique, chaque entreprise extérieure utilisera ses propres matériels/équipements en adéquation avec les opérations à réaliser, conformes et à jour de ses contrôles, y compris les sous-traitants.

☐ Sécurisation de chantier :

Afin de sécuriser les zones de travaux d'éventuelles interférences avec des tiers, le titulaire doit **délimiter** et **signaler** à sa charge les abords des lieux.

Le périmètre de sécurité sera défini conjointement avec le RTAIA et le DMR.

En extérieur : clôture temporaire avec des barrières rigides stables au vent (type Héras) + signalisation réglementaire par affichage.

En intérieur : à définir lors de la rédaction du document de prévention (possibilité de simple rubalise ou confinement complet d'une zone de travail)

☐ Travailleur isolé

Le titulaire prendra les dispositions pour que son personnel et sous-traitant ne soient pas en situation de travailleur isolé pendant ses interventions à l'AIA-CP.

☐ Zones à risques classées

Dans les zones de l'établissement classées en zone ATEX, les opérateurs doivent être sensibilisés au risque ATEX (identification et classification réalisées lors de l'élaboration du document de prévention ad hoc)

Dans ses zones à risques, il est interdit d'utiliser des matériels et outillages générateurs d'étincelles ou non antidéflagrants.



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

□ Réalisation des diagnostics techniques obligatoires avant travaux

Selon le cas, des diagnostics techniques réglementaires et obligatoires peuvent être demandés (ex : *amiante, plomb, HAP, etc.*)

Ils doivent être réalisés préalablement à la réalisation des opérations.

□ Formation spécifique et adaptée des opérateurs

Réglementairement, toute personne qui intervient sur une installation ou un équipement de travail ou l'utilise, doit recevoir une formation spécifique et adaptée pour assimiler son fonctionnement nominal et les risques liés à son usage garantissant qu'ils ont les compétences nécessaires pour l'utiliser en toute sécurité.

Outre les compétences, les connaissances et l'expérience acquise, ils devront parfois détenir des qualifications formelles prévues par la réglementation.

RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Les obligations en matière de protection de l'environnement sont indépendantes du type de coordination.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter :

- Le tri des déchets* (aucun dépôt sauvage n'est accepté) ;
- L'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau ;
- Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA-CP toute atteinte ou risque d'atteinte à l'environnement, à la faune ou la flore du site, liées ou non à sa prestation.

* Le cas échéant : Pour tous déchets résultant de sa prestation (gravats, ferrailles, déchets industriels banals ou spéciaux ...) le titulaire devra respecter les procédures de stockage, de transport et d'élimination qui lui seront communiquées par l'AIA-CP et à **renseigner l'application TrackDéchets pour l'établissement des bordereaux de suivi de déchets. L'AIA CP est identifiée sous le numéro SIRET : 15000028900127. Tout BSD sera signé par la section environnement du DMR.**

3.3.2.1- Exigences relatives aux protections des infrastructures

Code du travail : articles R 4212-1 à -7 fixant les règles auxquelles doivent se conformer les maîtres d'ouvrage entreprenant l'aménagement de bâtiment destiné à l'exercice d'une activité industrielle, (décret n° 84-1094), ainsi que des commentaires techniques des deux décrets rassemblés dans une circulaire.

3.3.2.2- Exigences relatives aux nuisances

Tous les travaux doivent se faire en respectant l'activité du Bureau d'Etudes et les règles d'SST.

Exigences environnementales

Les sorbonnes extractives rejettent l'air pollué vers l'extérieur du bâtiment.

Le rejet de l'air extrait doit impérativement se faire à l'extérieur de l'atelier, loin des entrées d'air frais du bâtiment ou de tout autre bâtiment de façon à ne pas réintroduire d'air vicié. Il sera conçu de façon à ne pas être perturbé par le vent.

Niveau sonore

Le niveau de pression acoustique lié au fonctionnement de la sorbonne doit être inférieur à 55 dBA. La mesure se fait selon la norme EN ISO 1124 à 25 cm en dehors du plan d'ouverture et à une hauteur de 1.6 m du sol.

3.3.2.3- Exigences relatives à l'incendie

Les produits employés dans cette sorbonne sont du type résines, colles, mastics PR et autres produits non dangereux, ni explosifs.

Exigence d'une alarme visuelle et sonore en cas de défaillance de l'extraction.



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

3.4- Clauses définissant les contraintes techniques

3.4.1- Exigences concernant la conception et la réalisation

Le titulaire doit intégrer les exigences de santé et sécurité imposées par les directives CE applicables.

Les solutions et choix technologiques ne sont pas imposés, ils sont à l'initiative du titulaire qui doit les justifier pour garantir les exigences du présent CCTP.

3.4.2- Exigences concernant la documentation

Pour les produits qui rentrent dans le champ d'application des directives CE, le titulaire doit en fournir la déclaration de conformité.

Tous les documents livrés par le fournisseur dans le cadre du présent cahier des charges doivent être rédigés en langue française.

Toute la documentation doit être datée et indicée afin de tracer les éventuelles évolutions et mises à jour.

3.4.3- Performance de sécurité de l'information

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer des informations sur l'activité du service et de l'AIA-CP en général, qui seraient de nature à nuire à l'établissement.

3.4.4- Exigences concernant le champ d'action de la prestation

L'atelier dans lequel doit intervenir le titulaire comporte des éléments confidentiels. Il est interdit au titulaire de circuler dans le bâtiment 1001 hors de la zone qui lui est assignée et non accompagné.

3.5- Exigences d'assurance de résultats

3.5.1- Exigences de qualification de réalisation de la prestation

La qualification de la prestation est prononcée par le responsable de l'atelier structure après la réalisation de la mise en service et le contrôle de la complète conformité avec le présent CCTP.

3.5.2- Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit

Pour les produits qui rentrent dans le champ d'application des directives CE, leur acceptation est soumise à la fourniture de la déclaration de conformité CE par le titulaire.

La réception est prononcée par le Chef de Division DNH ou son représentant, après validation par le Responsable Technique/AIA des points suivants :

- ☐ la vérification que la nature de la prestation et les objectifs de résultats sont conformes aux exigences du présent CCTP,
- ☐ la fourniture de la documentation définie au § 6,

3.6- Conditionnement et transport

Le conditionnement, le transport et la manutention sont à la charge du titulaire.

Le produit livré par le fournisseur est emballé, transporté et livré de façon à être protégé contre toutes dégradations extérieures (chocs, humidité, poussière, ...).

Le déchargement, le déballage et les travaux de raccordement de l'extraction dans le laboratoire seront réalisés sous la responsabilité du fournisseur en présence d'un représentant de l'AIA-CP, jusqu'à la mise en service de la machine.

Ce protocole comprend les informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération ainsi que les mesures de prévention et de sécurité à observer à chacune des phases de sa réalisation (art. R. 4515- 4 et R. 4515-5 du Code du travail).

Le protocole doit être établi préalablement à la réalisation de l'opération et dans le cadre d'un échange entre les différents employeurs intéressés.



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

Les dispositions relatives au protocole de sécurité dérogent à celles relatives à l'inspection commune préalable. Dès lors, pour les opérations de chargement ou de déchargement, l'échange d'information n'implique pas de visite commune préalable nécessitant la présence physique et simultanée des différents employeurs (art. R. 4515-8 du Code du travail).

3.7- Conditions de garantie

Le Titulaire s'engage à garantir le bon fonctionnement du matériel pendant une durée de 24 mois minimum à compter de la date de réception, dans les conditions du CCAP.

Le délai d'intervention au titre de la garantie est fixé à 7 jours ouvrés suivant la demande de l'AIA-CP (appel téléphonique confirmé par mail).

Le délai de remise en état du matériel sous garantie sera fixé, dans chaque cas particulier, par l'AIA-CP après consultation du Titulaire, dans une limite maximum de 15 jours. Ce délai reportera d'autant la période de garantie.

La garantie comprend les pièces, la main d'oeuvre, et les déplacements du Titulaire, ainsi que les frais et risques de port dans le cas où le retour dans les ateliers du Titulaire s'avérerait nécessaire.

Les maintenances (préventive, métrologie et CVPO) pendant la période de garantie sont également à la charge du titulaire qui devra fournir les justificatifs.

4. EXIGENCES DE MANAGEMENT

4.1- Exigences relatives à la structuration de la prestation

4.1.1- Management / organisation de la prestation

SO.

4.1.2- Gestion de la configuration

Toute modification sur matériel, logiciel ou document envisagée par le titulaire doit être soumise à l'acheteur concerné du Département Achat de l'AIA-CP.

4.1.3- Protection de la prestation

Le titulaire s'engage à ne dévoiler sous aucun prétexte des renseignements relatifs à l'utilisation ou à la technologie des machines ou à l'activité de l'AIA-CP en général, sans autorisation écrite de l'AIA-CP.

4.2- Exigences relatives à la maîtrise de certaines performances

Le titulaire devra démontrer que la sorbonne répond aux spécifications constructeurs et est en conformité avec les normes NF EN 14175 partie 3, 4 et 6 et NF X 15-206 en fournissant le certificat de conformité.

4.3- Système de management de la qualité

Toute la documentation doit être datée et indicée afin de tracer les éventuelles évolutions et mises à jour.

5. EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE

5.1- Responsabilités, planification, communication

SO.

5.2- Management des ressources

5.2.1-Ressources humaines

Le personnel du titulaire, employé sur cette affaire, doit être expérimenté, instruit des techniques de mises en oeuvre, et avoir une approche professionnelle du travail.



Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/001/AIACP/5703

Version: V.0

5.2.2- Maîtrise des autres ressources

Le titulaire doit s'assurer qu'il détient lors de l'exécution du contrat, tous les moyens (équipements, outillages, instruments de contrôle, consommables, etc. ...) nécessaires à la réalisation de la prestation, à sa conformité aux clauses du marché, et à l'obtention des performances requises par les critères de réception.

5.3- Réalisation du produit

5.3.1- Maîtrise des achats et des sous-contractants

Les clauses d'assurance qualité doivent être répercutées par le titulaire à ses fournisseurs ou sous-traitants.

5.3.2- Identification, marquage, traçabilité et maîtrise de la propriété du client

Le marquage et l'étiquetage doivent être conformes à l'article 11 de l'EN 14175-2 et comprendre le nom du fabricant de la Sorbonne et celui du fabricant du système à débit d'air variable, s'ils sont différents. **Le cas échéant, des exigences de marquage résultant de la directive machines doivent être observées.**

5.3.3- Maîtrise des dispositifs de surveillance et de mesure

Les ECME utilisés par le titulaire dans le cadre des opérations de contrôle et d'essais de la fourniture doivent être à jour de la conformité métrologique.

5.4- Mesures, analyse et amélioration

5.4.1- Surveillance et mesures

Le suivi des travaux est assuré par le RT-AIA. Il surveille en particulier le respect des règles relatives à l'HSCT.

5.4.2- Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme

Toute non-conformité détectée au cours des essais doit faire l'objet d'action corrective.

6. DOCUMENTATION

Le titulaire doit fournir à l'AIA-CP, les documents requis sur support papier en deux exemplaires et sur support informatique au format Word ou PDF. Toute la documentation doit être datée et indexée afin de tracer les éventuelles évolutions et mises à jour.

Le titulaire doit fournir :

- ☐ Le manuel d'utilisation (Français)
- ☐ le certificat de vérification par un organisme indépendant des performances nominales de la sorbonne et de son extraction conformément à la norme NF X 15-206 (Sorbonnes de laboratoire – seuil de confinement et de vitesse)
- ☐ l'attestation de garantie
- ☐ les déclarations CE de conformité
- ☐ déclaration de conformité aux normes en vigueur et au présent CCTP
- ☐ le manuel de maintenance avec les consignes particulières relatives à la sécurité des personnes lors d'intervention et périodicités de maintenance
- ☐ la liste des pannes courantes avec les solutions de maintenance